

# Des crises à répétition dans une diplomatie à la dérive

CANADA La liste des pays fâchés contre le gouvernement Trudeau ne cesse de s'allonger

► D'anciens diplomates de haut rang s'interrogent sur la cohérence de la politique étrangère du pays.  
► La ministre des Affaires étrangères, Chrystia Freeland, est sur la sellette.

MONTRÉAL  
DE NOTRE CORRESPONDANT

Congédié comme un mauvais élève. L'ambassadeur du Canada en Chine, John McCallum, a dû remettre sa démission le week-end dernier au Premier ministre Justin Trudeau après des déclarations controversées. Retour sur images. Ottawa a, à la demande de Washington, accédé à la demande d'arrestation de Meng Wanzhou, la fille du fondateur du géant des télécommunications chinois Huawei, le 1<sup>er</sup> décembre dernier. En représailles, Pékin a arrêté plusieurs Canadiens. Alors que la pression de Pékin sur Ottawa augmentait à l'approche d'une demande américaine formelle d'extradition de Meng Wanzhou, John McCallum a déclaré au *Toronto Star* que si les États-Unis « abandonnaient la demande d'extradition, ce serait bien pour le Canada ».

L'ambassadeur, dont l'épouse est une Chinoise de Malaisie, a pris par ailleurs la défense de Meng Wanzhou, avant de s'excuser. Il n'en fallait pas plus pour remercier un diplomate qui, selon le quotidien de référence *The Globe and Mail*, aurait reçu 73.000 dollars de voyages en Chine payés par Pékin lorsqu'il était député.

Quid de la crise entre le Canada et la Chine ? « Ni Trudeau ni Freeland (la ministre des Affaires étrangères, NDLR) ne savent comment réagir », confie Jocelyn Coulon, l'ancien conseiller de Justin Trudeau

pour les Affaires internationales.

## Campagne électorale

Outre la Chine, les relations entre Ryad et Ottawa sont à couteaux tirés depuis que Chrystia Freeland a critiqué l'été dernier la position de l'Arabie saoudite sur les droits des femmes. Ryad a alors liquidé ses investissements canadiens. Si les deux pays ont maintenu pendant plusieurs mois des rapports glaciaux, ceux-ci sont devenus exécrables depuis le début

janvier et l'accueil à Toronto d'une jeune fugueuse saoudienne. Le cliché a fait le tour du monde, relayant l'image d'un Canada bienveillant envers les opprimés.

Coup de com ou politique courageuse ? Jocelyn Coulon estime que la place d'une ministre des Affaires étrangères n'est pas de « se rendre à l'aéroport de Toronto pour accueillir une réfugiée. Des centaines de réfugiés entrent au Canada chaque année sans recevoir ce traitement ». Une thèse d'autant plus plausible que le Canada est à neuf mois d'élections générales et que la campagne électorale a de facto débuté.

Les Canadiens se sont aussi mis à dos, depuis trois ans, les principales grandes puissances de la planète : les États-Unis, l'Inde et la Russie. Si, à l'instar

des Occidentaux, Ottawa a condamné le Venezuela de Nicolas Maduro, Chrystia Freeland a déclaré que les diplomates canadiens en poste à Caracas ont œuvré pour fédérer l'opposition vénézuélienne. Une déclaration bien peu diplomatique à la veille d'une réunion sur le Venezuela, le 4 février à Ottawa, du groupe de Lima.

En condamnant Caracas, le Canada se met à dos le grand allié de ce dernier, Cuba, avec qui les relations sont au plus bas depuis 40 ans. Mais aussi une vingtaine de pays caribéens sur lesquels Cuba a de l'influence.

## Inculte en affaires internationales

« L'inculture du Premier ministre en affaires internationales est patente », confie Jocelyn Coulon. Et de donner pour exemple le fiasco diplomatique du voyage en Inde du chef du gouvernement en 2018. Justin, son épouse et ses deux enfants s'étaient déguisés en Indiens. « Se rendre en Inde affublés de tels costumes, mais surtout accompagnés de plusieurs ministres de confession sikh lorsqu'on connaît le caractère explosif de cette question dans ce pays relevait de la pure bêtise. Plus généralement, le gouvernement

semble n'avoir aucune idée à proposer pour marquer la présence du Canada sur la scène internationale », ajoute Jocelyn Coulon.

Si les tensions avec les États-Unis sont, elles, de nature économique, Ottawa s'aligne pourtant sur Washington, ce qui lui a valu d'être isolé dans les pays arabes. Avec la Russie, le Canada a pris fait et cause pour l'Ukraine, dont beaucoup de Canadiens sont originaires, comme Chrystia Freeland. Jocelyn Coulon conclut : « Le Canada n'a pas développé les instruments diplomatiques, militaires, économiques et d'influence nécessaires à son adaptation. » Et le fameux « *Canada is back* » lancé par Justin Trudeau au début de son mandat est resté lettre morte... ■

LUDOVIC HIRTZMANN

## PORTRAIT

### Chrystia Freeland, « diplomatie pitbull »

C'est la ministre des affaires qui lui sont étrangères. A 50 ans, Chrystia Freeland est sur le gril pour ses bourdes diplomatiques ces derniers mois. Tout a commencé à la mi-quarantaine pour cette mère de trois enfants, originaire d'un village de l'Alberta. Ses parents, aisés, sont avocats. Après une discrète

carrière de journaliste, cette diplômée d'Oxford et d'Harvard en littérature russe se lance en politique en 2013. Éluë députée de Toronto, elle est repérée par Justin Trudeau, qui la nomme ministre du Commerce international. En larmes. Sans expérience, Chrystia Freeland est chargée de négocier le traité commercial Ceta. Surprise. Elle s'effondre en larmes devant les journalistes à Bruxelles. Finalement, la signature de l'Accord de libre-échange lui fait graver les marches du pouvoir.

A 48 ans, l'Albertaine, épouse d'un Britannique journaliste au *New York Times*, devient ministre des Affaires étrangères. Avec une mission de taille, renégocier l'accord de l'Alena avec les équipes de Donald Trump. Si, lors de ces négociations, elle fait preuve de retenue, elle n'obtient pour le Canada qu'un nouveau traité où elle limite la casse. Face aux États-Unis, une victoire n'était pas possible.

**Droit des femmes.** D'ordinaire, Chrystia Freeland s'emporte, parle plus vite qu'elle ne réfléchit. Elle est *persona non grata* en Russie depuis cinq ans pour avoir soutenu l'Ukraine dont sa mère est originaire. Depuis, les relations entre Moscou et Ottawa sont exécrables. D'un tweet, elle exécute le régime saoudien en août dernier. Sa diplomatie est essentiellement axée sur un point : « La ministre Freeland a fait de la situation du droit des femmes dans le monde son cheval de bataille. Elle y croit sincèrement », confie un diplomate canadien. Chrystia Freeland avance comme un pitbull. Elle se pose en patronne dans un gouvernement sans poids lourds. Mais elle a aussi découvert que le monde ne l'attendait pas.

L. H.

# l'expert « L'idéalisme est au service d'intérêts repérables »

**S**amir Saul est professeur d'histoire des relations internationales à l'université de Montréal.

**Le Canada se trouve impliqué dans plusieurs crises internationales. Comment en est-on arrivé là ?**

Ces crises ou litiges sont de natures différentes. Avec l'Arabie saoudite, il s'agit de la volonté du gouvernement canadien de mettre en avant ses principes (ou « valeurs »). En Inde, le Premier ministre Trudeau a été la risée en raison de sa tentative de faire « couleur locale » par une tenue

vestimentaire censée plaire à ses hôtes. Vis-à-vis de Pékin, le gouvernement canadien prend parti pour son allié américain dans le bras de fer entre les États-Unis et la Chine. Les tensions avec la Russie sont de même nature : le Canada fait partie du bloc occidental et se comporte comme lui contre la

Russie. Il y a donc deux types de motivations : d'une part la tendance canadienne, accentuée par le gouvernement Trudeau, de faire étalage d'idéalisme ; d'autre part la

réalité de l'alignement canadien dans les grands problèmes internationaux. Le conflit avec les États-Unis est un cas spécifique d'obligation de défense des intérêts économiques canadiens menacés par les politiques de Trump.

**Dans la crise saoudienne, Chrystia Freeland ou Justin Trudeau croient-ils réellement que la mission du Canada est de défendre les femmes dans le monde ? Ou est-ce une politique de communication pour les élections ?**

Le gouvernement Trudeau s'est fait une spécialité d'étaler son attachement à « nos valeurs ». Trudeau lui-même s'est érigé en champion de la

rectitude politique sur les plans national et international. Y croient-ils ? Sans doute. Y a-t-il calcul politique ? Certainement. Pratiqué sur la scène internationale par des responsables politiques, a fortiori quand c'est avec tambour et trompettes, l'idéalisme est au service d'intérêts repérables, qu'il s'agisse du Canada ou de tout autre pays. L'argument de la défense des femmes est manifestement devenu un

levier d'ingérence internationale, comme autrefois l'argument de la défense des minorités. L'instrumentalisation de la jeune Saoudienne a aussi des finalités de politique intérieure. En l'occurrence, Trudeau et Freeland se positionnent pour les élections fédérales de l'automne prochain. La réunion préparatoire du Parti libéral se tenait justement (...) cinq jours après l'apparition fortement médiatisée de madame Freeland à l'aéroport de Toronto pour accueillir la jeune Saoudienne. ■

Propos recueillis par  
L. H.

## TOUR DU MONDE

### La cause des tensions

**Arabie saoudite** : défense du droit des femmes saoudiennes.

**Chine** : arrestation de la fille du fondateur de Huawei.

**Russie** : soutien à l'Ukraine et alignement sur les USA.

**Inde** : fautes protocolaires lors d'un voyage de Trudeau.

**USA** : conflits économiques.

**Cuba** : alignement sur les États-Unis dans l'affaire des attaques acoustiques de diplomates à Cuba.

**Pays arabes** : alignement sur Israël.